

Une rédaction d'Alterpresse ... Une publication du Collectif Haïti de France
avec le soutien de la Fokal

N°985

10 novembre 2010

- **10 mois après le séisme : une dynamique de survie dans un cycle de difficultés.**
- **L'épidémie de choléra, un problème de sécurité nationale pour Haïti.**
- **La France offre une tonne de chlore pour la sécurité sanitaire de l'eau potable à P-au-P.**

>> 10 mois après le séisme, Une dynamique de survie dans un cycle de difficultés

Environ 10 mois après le tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010, la république d'Haïti semble davantage tourner autour d'une dynamique communautaire, plutôt sectorielle qu'institutionnelle, portant citoyennes et citoyens à rechercher eux-mêmes leurs propres voies de survie et de résistance, relève l'agence en ligne AlterPresse.

Ce que les internationaux appellent "résilience" se traduit dans des efforts d'adaptation, voire d'innovation, de quête d'alternatives, à de nouvelles réalités d'existence après l'impact du séisme, face à des intempéries successives et autres phénomènes naturels non contrôlés par la population.

Il suffit d'observer le vécu quotidien des gens pour se rendre compte d'une apparente indifférence devant les démarches de politiciens qui cherchent à obtenir leurs faveurs au scrutin présidentiel et législatif, annoncé pour le dimanche 28 novembre 2010.

Au-delà de la peur et des interrogations, suscitées par l'apparition brusque, le 19 octobre, de la bactérie de choléra et son extension moins d'un mois après, différentes communautés de personnes, contraintes à vivre dans des camps de fortune depuis 10 mois, ont fait, début novembre, un choix difficile d'affronter les pluies incessantes du cyclone Tomas au lieu de s'évacuer de leurs abris précaires, comme le souhaitaient la protection civile et des autorités gouvernementales.

Sérénité et gravité paradoxales dans la douleur et les privations : telle est une caractéristique chez de nombreuses gens qui affirment ne pas croire en un hypothétique sauvetage national, à partir de la configuration politique probable qui sera issue des prochaines élections.

Les millions de gourdes [US \$ 1.00 = 41.00 gourdes; 1 euro = 58.00 gourdes aujourd'hui], qui se gaspillent dans la multiplication des affiches électorales de candidates et candidats depuis plusieurs semaines, auraient mieux servi dans l'implantation de logements sociaux durables pour le million et demi de personnes déplacées du tremblement de terre.

En lieu et place d'espaces sociaux sécuritaires et durables, parasismiques et imperméables aux intempéries, de la définition d'un milieu de vie qui prend en compte les aléas sismiques et la vulnérabilité environnementale (sur divers paliers, y compris sanitaires), l'accent a été plutôt mis sur l'élaboration de plans de reconstruction importés et non concertés avec les secteurs vitaux de la nation.

Après le séisme, beaucoup de ménages se sont évertués à dégager des ressources financières pour pouvoir envoyer leur progéniture à l'école. D'autres ont conquis des terrains et autres espaces publics afin de pouvoir accéder à l'aide internationale ou nationale post-séisme.

Diverses organisations non gouvernementales et internationales ont essayé, tant soit peu, de colmater les brèches et autres insuffisances institutionnelles en structures sanitaires (eau potable et assainissement), en allocations alimentaires et accompagnement psycho-émotionnel.

Plusieurs associations et mouvements sociaux ont investi dans des méthodes participatives d'approche et d'accompagnement, pour chercher à surmonter des défis sectoriels, structurels et infrastructurels.

10 mois après le séisme, la quantité de décombres s'étalent, presque sans fin, dans plusieurs quartiers de la capitale Port-au-Prince, les maisons effondrées et/ou fissurées n'ayant pas encore été totalement déblayées à date.

Pendant que l'année 2010 touche à sa fin, les politiques tentent de propulser l'organisation d'élections pour le renouvellement de la présidence et du parlement, dans un contexte de revendications insatisfaites pour des logements sociaux durables et de propagation géographique de l'épidémie de choléra.

La question de l'insécurité alimentaire est agitée, sans considération des ressources et potentialités agricoles qui pourraient permettre d'asseoir une souveraineté nationale effective.

Ce sont, pourtant, les cultivatrices et cultivateurs locaux qui continuent à alimenter quotidiennement et régulièrement les marchés publics nationaux [[Le marché public national se déroule régulièrement 1 ou 2 fois par semaine, dépendant de l'endroit et de la zone, dans des espaces principalement appropriés par les marchandes (agricultrices ou non) qui viennent offrir - sans aucun encadrement étatique - les productions agricoles puisées des jardins (exploitations agricoles familiales et/ou communautaires) paysans.]] lesquels regorgent de fruits, vivres, légumes et autres produits alimentaires autochtones même le jour du passage du cyclone Tomas le vendredi 5 novembre.

En l'absence de véhicules de transports publics, ayant connu un net ralentissement en raison de l'imminence du passage du cyclone Tomas, les paysannes et paysans ont utilisé leurs mulets pour amener leurs récoltes sur différents marchés publics nationaux.

Quelles formes, couleurs et stratégies – dans les dimensions sociales, économiques, politiques et culturelles – pourrait prendre cette dynamique de survie et de résistance communautaire, en fonction des perspectives, qui se dessineront avant, pendant et après les prochaines compétitions électorales promises par les autorités gouvernementales et leurs alliés internationaux?

Et si la propagation de la bactérie de choléra bloquait l'aboutissement du processus électoral, prévu pour le 28 novembre 2010?

>> L'épidémie de choléra, un problème de sécurité nationale pour Haïti

« Maintenant, il ne s'agit plus d'une simple urgence humanitaire, mais plutôt d'un problème de sécurité nationale », déclare le directeur général du ministère de la santé publique et de la population (Msp), Gabriel Timothée.

Le constat est inquiétant : l'épidémie tendrait à s'étendre géographiquement.

Au moins 73 cas ont été recensés dans la capitale Port-au-Prince, où des dizaines de milliers de personnes déplacées après le séisme du 12 janvier vivent dans une promiscuité favorable à la propagation d'épidémies.

Entre le 22 octobre et le 7 novembre, 115 cas, dont un mort, ont été répertoriés dans la grande agglomération populaire de Cité Soleil, à la périphérie nord de la capitale.

4 cas suspects, dans un état « stable », ont été rapportés dans le département du Sud, où aucun cas n'a été signalé auparavant.

De nombreux cas ont également été enregistrés dans des villes non encore infectées de l'Artibonite, un des foyers de l'épidémie. Il en est ainsi du bidonville de Raboteau, aux Gonaïves, où une centaine de personnes sont soignées et où 50 décès sont rapportés.

Dans le Nord, Limbé et Pilate suscitent la préoccupation des autorités sanitaires.

>> La France offre une tonne de chlore pour la sécurité sanitaire de l'eau potable à P-au-Prince

Une cargaison d'une tonne de chlore et de 500 bâches est arrivée le 6 novembre à Port-au-Prince, en provenance de la Martinique (département français d'Amérique), après le passage de la tempête tropicale "Tomas", qui a fait 21 morts en Haïti.

« La tonne de chlore [qui a été livrée à la direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (Dinepa)], permettra d'assurer la sécurité sanitaire de l'eau potable à Port-au-Prince pendant plusieurs semaines », déclare l'ambassadeur français en Haïti, Didier Le Bret.

Toutefois, dans les premiers foyers identifiés dans l'Artibonite et le Plateau Central, aucun décès n'a été dénombré durant les derniers jours.

Notant "un problème d'hygiène" dans les zones de multiplication de l'épidémie, les autorités sanitaires nationales préconisent un renforcement de la sensibilisation face à un « problème national ».

Elles assurent mettre en œuvre des centres de traitements du choléra (Ctc) et procéder au renforcement des hôpitaux publics et privés pour lutter contre l'épidémie.

A date, 583 morts et plus de 9 000 hospitalisations sont enregistrées.

Le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies (Ocha) a émis, ce mardi 09 novembre, des inquiétudes quant aux risques de multiplication du choléra avec les inondations provoquées par le passage du cyclone Tomas (le 5 novembre) et de nouveaux déplacements de population.

Même moins violent que prévu, le passage de l'ouragan Tomas, qui a fait 21 morts, 6 610 sans abri et provoqué l'évacuation de 50.000 personnes, a aggravé la situation, a fait savoir la porte-parole de Ocha, Elisabeth Byrs.

Les 500 bâches "Tarpaulins", [un premier lot, sur une quantité de 100 000] offertes par la Croix-Rouge martiniquaise à la Croix-Rouge haïtienne, doivent permettre de faire face à l'urgence occasionnée par le passage de Tomas.

L'ambassadeur Le Bret a également annoncé la mise sur pied d'un programme de soutien de 100 mille euros à une cinquantaine d'orphelinats et de crèches de la capitale afin que « l'épidémie de choléra n'ait pas d'impact ou moins d'impact sur les populations les plus à risque, les enfants ».

